



Le Roi est nu : à nous la galette !

Dos au mur, le gouvernement se défend d'être responsable du fossé que pourtant tout le monde ressent entre la réalité sociale et les données statistiques sur lesquelles s'appuient les discours dominants.

Évidemment, la précarisation de l'emploi n'est pas due au seul Ministre Borloo mais la droite au pouvoir a multiplié les contrats précaires (RMA, CAE, CNE, Contrat jeunes, seniors...) et favorisé le développement du temps partiel. Elle a accepté le « profilage » des salariés au chômage et organisé leur contrôle et leurs sanctions. C'est d'ailleurs sur ce terrain qu'elle obtient sans doute ses meilleurs succès « sociaux ».

L'impact politique des travaux du collectif ACDC (Les autres chiffres du chômage) ouvre un espace de débat en remettant le monde sur ses pieds. Il brise le consensus sur la fin du chômage, culpabilisateur, qui dé-légitimait à l'avance toute contestation. Le chômage invisible, les pressions sur les chômeurs, l'absence d'indemnisation pour la majorité, ont tenu la une de la presse. La parole des mouvements seuls passait moins bien mais alliée à

celles de syndicalistes et chercheurs elle devient parfaitement audible. Conjointement à la crise du logement, celle du nombre de chômeurs et de leurs droits poussent à l'irruption de la question sociale, de la justice sociale, dans le débat « politique ».

Mais il manque encore une chose : gagner la même visibilité pour les luttes quotidiennes que mènent les collectifs pour la défense des droits et la conquête de nouveaux droits sociaux permettant de résister à la précarisation et de mieux vivre.

Parions que les prochaines semaines verront l'irruption des chômeurs et précaires mobilisés pour la garantie d'un revenu en aucun cas inférieur au SMIC et la continuité des droits. Le moment électoral est favorable et le débat est lancé : la suite dépend de nous.

Partage des richesses ou alors ça va péter...

Consultez les notes du collectif ACDC sur :
<http://acdc2007.free.fr>



17 mars à Paris :
Forum pour un statut de
vie sociale
et professionnelle...

... UNE GARANTIE DE REVENU ET
LA CONTINUITÉ DES DROITS

Samedi 17 mars de 9H30 à 13H30
Bourse du Travail, 3 rue du
Château d'Eau, Paris 3ème
(M° République) Salle Jean Jaurès.

Organisé par : AC !, Act-Up,
APEIS, Collectif National pour les
Droits des Femmes,
Confédération Paysanne,
Coordination des Intermittents
et Précaires, Génération
Précaire, MNCP, Stop Précarité,
Union Syndicale Solidaires.

Alors que le chômage de masse
persiste et que la précarité se
développe (CDD, intérim, sta-
giaires, intermittents, saison-
niers, temps partiels non choisis,
étudiants, minima sociaux, tra-
vailleurs pauvres...), que les
chômeurs sont de plus en plus
mal indemnisés, il est urgent de
refonder la protection sociale.

Au moment où les partenaires soci-
aux discutent de la « remise à plat
de l'assurance-chômage »,
du « contrat de travail » et de la
« sécurisation des parcours pro-
fessionnels », quelle protection
contre le chômage et la précarité
voulons-nous ?

De 9H30 à 10H : Introduction et
présentation de la plate-forme
unitaire

De 10H à 11H30 : Trois points
de vue d'experts : Antonella
CORSANI (Université de Paris
I), Thomas COUTROT (Conseil
Scientifique d'ATTAC) Claire
VILLIERS (Fondation Copernic).

De 11H30 à 13H : Table-ronde
des associations de chômeurs et
de précaires avec la participation
de Solidaires et de la CGT
et Débat avec la salle

De 13H à 13H30 : Synthèse des
débat et Perspectives

Déclaration commune

Chômeurs et salariés : Solidarité !

Le 15 février, les syndicats **Snu-Anpe** et **Sud-Anpe** et les
associatifs **Ac!**, **Apeis** et **MNCP** lançaient un appel à la lutte
commune contre le **contrôle social**.

Dans un contexte d'offensive contre
les chômeurs et le service
public de l'emploi, qui cherche à
opposer entre eux les chômeurs
et les agents de l'Anpe et a culpa-
biliser les chômeurs, nous pen-
sons au contraire qu'il est néces-
saire de réaffirmer que nous
avons des intérêts communs contre
la politique du gouvernement.
D'où l'initiative ci dessous :

Nous, agents ANPE, syndiqués et
non-syndiqués, organisations syn-
dicales SNU-ANPE et SUD-
ANPE, chômeurs et leurs organisa-
tions (AC !, APEIS, MNCP), réunis
ce jour 15 février, constatons :

- l'aggravation des contrôles et
des sanctions envers les chômeurs
(suppression du revenu), le profi-
lage qui visent à les stigmatiser
comme seuls responsables de leur
situation.

- la pression exercée sur les
agents ANPE pour les transformer

en police sociale des chômeurs et
à instaurer un climat de peur
visant à faire accepter au
salariés au chômage n'importe
quel emploi à n'importe quelles
conditions.

- le démantèlement du service
public de l'emploi a détrimment
des chômeurs et des agents de
l'ANPE et au profit des officines
privées.

Nous refusons de devenir des con-
trôleurs et des contrôlés et
demandons l'abrogation de tous
les textes relatifs au contrôle.

Ensemble nous refusons le con-
trôle social mis en place par le
gouvernement.

Nous appelons tous les agents
ANPE et tous les chômeurs à entr-
er en résistance ensemble face à
ces pratiques.

Paris, le jeudi 15 février 2007

30 mars : **solidarité** avec **Kadidja**

Habitante de Saint Denis et militante de l'association de chômeurs et
précaires Apeis, Kadidja risque jusqu'à 5 ans de prison et 18 000 euros d'a-
mende ! Elle est accusée d'"entrave à la circulation d'un aéronef", pour
s'être opposée à une expulsion et comparaitra finalement le 30 mars au
tribunal de Bobigny.

Nous ne laisserons pas punir un acte de solidarité !

Nous exigeons la relaxe de Kadidja et l'abrogation des dispositions
répressives à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme consid-
érés comme des délinquants par une certaine frange politique et par la
justice.

Signez la pétition sur : www.apeis.org



Samedi 31 mars

Pour l'Île-de-France,
rendez-vous
à 14h au M^o République !

Manifs-tintamarre

POUR DE NOUVEAUX DROITS SOCIAUX

POUR L'EGALITE DES DROITS, CONTRE LA

PAUVRETE, LES EXCLUSIONS ET LES

DISCRIMINATIONS

En France, près de neuf millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté et 50% de la population vit avec moins que 1500 euros mensuel alors que les richesses n'ont jamais été aussi importantes et toujours aussi inégalement réparties.

Les exclusions s'amplifient et se banalisent d'année en année, atteignant aujourd'hui un seuil inégalé :

- 4,4 millions de chômeurs alors que le gouvernement évoque avec satisfaction le chiffre truqué de 2,2 millions, qui ne prend pas en compte les centaines de milliers de chômeurs réels mais invisibles : Chômeurs des départements d'Outre Mer, dispensés de recherche d'emploi, demandeurs d'emploi temporaire...

- Plus de 3 millions de mal logés et des centaines de milliers de sans logis, (sur)vivant dans des taudis infâmes ou subissant au quotidien l'errance urbaine.

- Des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, ne pouvant accéder à un logement décent compte tenu de la hausse vertigineuse des loyers et la baisse du pouvoir d'achat.

- Entre 400.000 à 500.000 sans papiers, esclaves des temps modernes, subissant le double étouffement de la répression et de l'ex-

ploitation, les rafles et l'humiliation des expulsions du territoire pour 24.000 d'entre eux en 2006.

- 3.514.600 allocataires de minimas sociaux en 2006 (rapport de la Direction de la Recherche, Etudes, B de l'Evaluation et des Statistiques) auxquels il convient de rajouter les millions de sans revenu non comptabilisés, notamment les moins de 25 ans, toujours interdits de RMI.

- 40% de paysans vivant avec des ressources inférieures au SMIC. 30.000 paysans disparaissant chaque année.

- Des millions de précaires dont beaucoup de jeunes n'ayant d'autre choix que d'accepter des salaires de misère et des statuts précaires type Intérim, CDD, temps partiels, Contrat d'avenir, CNE ...

A travers la réalité indécente de ces

chiffres, nous assistons à la mise en place d'un précaire généralisé, d'une misère toujours plus violente et banalisée, à côté desquels prospèrent des îlots de richesse toujours plus opulents. La précarisation des droits, la généralisation du contrôle social, particulièrement des plus pauvres d'entre nous, la criminalisation des mouvements sociaux deviennent les moyens privilégiés d'affirmation de l'ordre existant. En cette période électorale où affluent les promesses des candidats à la présidence de la République :

Nous, sans papiers, sans logis, sans emploi, sans revenu, paysans, handicapés, étudiants, travailleurs précaires du public ou du privé, intermittents du spectacle ou de l'industrie, retraités, autres salariés, refusons cet état de non droit et son cortège de souffrances, de ségrégation et de discriminations qui nous sont présentées comme une fatalité.

Combatifs et solidaires dans la durée, nous appelons ensemble à une manifestation tintamarre où nos voix et revendications se feront bruyamment et clairement entendre.

Nous exigeons :
Le droit à un revenu pour vivre pour toutes et tous
La régularisation globale de tous les sans papiers
Pour de véritables emplois durables et librement choisis
L'application de la loi de réquisition sur les logements vides la mise en place immédiate d'un véritable droit au logement opposable pour tous
L'arrêt des expulsions et la baisse des loyers



Contre le sommet du G8 en juin

Précaires de tous les pays, marchons vers Heiligendamm, le 27 mai !

Contre la précarisation de nos vies et de nos emplois !
Contre le chômage, la pauvreté, la misère, les exclusions, les discriminations !
Pour l'égalité des droits sociaux pour toutes et tous, partout !

En 2000 à Lisbonne, l'Union européenne avait promis le paradis pour 2010. En fait, non seulement le chômage n'a pas reculé mais les emplois précaires et sous-payés ont explosé, notamment pour les jeunes, les femmes, les immigrés, particulièrement les sans-papiers. Aux chômeuses et chômeurs « officiels » s'ajoutent les travailleuses et travailleurs pauvres dans les villes et dans les campagnes, celles et ceux de plus en plus nombreux des secteurs informels, les allocataires des seuls minima sociaux, les jeunes qui n'y ont pas droit, les SDF et de plus en plus de retraité(e)s. La casse sociale généralisée a généré pauvreté et misère au moment même où les profits des actionnaires atteignent des sommets,

Comme chaque année, le « club » très fermé du G8 qui regroupe les dirigeants des 7 pays les plus riches, plus la Russie, va se réunir pour décider du sort de la planète. Les « maîtres du monde » se retrouveront du 6 au 8 juin 2007 à Heiligendamm, riche station balnéaire près de Rostock, dans la région la plus pauvre du Nord de l'Allemagne. Le G8 est l'instance la plus illégitime qui soit. C'est pourtant lors de ces «

sommets informels » que les 8 pays les plus puissants de la planète impulsent les politiques néo-libérales qui précarisent l'emploi et les conditions de vie et favorisent la destruction de l'environnement.

Contre toutes les formes de précarisation de nos vies et de nos emplois, une seule solution : l'égalité des droits pour toutes et tous, le droit à un revenu qui permette de vivre, le droit à un emploi et à la formation, le droit à la terre, le droit à un logement, le droit à une nourriture saine, le droit à la santé gratuite et de qualité, le droit de circulation et d'installation, le droit à des papiers, le droit à la culture, des

services publics garantissant ces droits.

Des Marches partiront à la mi-mai des quatre coins de l'Europe, convergeront en Allemagne le week-end des 26 et 27 mai 2007 pour rejoindre les « marches-relais » de groupes allemands et arriver à Rostock le 1er juin, et participeront à la grande manifestation d'ouverture du 2 juin, et au contre-sommet à partir du 3 juin pendant lequel l'Assemblée des précaires et des sans se réunira.

Contre la précarisation, solidarité internationale !
Pour une autre Europe!
Pour un autre monde !

Marches en Europe en 2007

La coordination européenne des 3 et 4 février à Erfurt (Thuringe) a réuni une cinquantaine de participant(e)s d'Allemagne, France, Pologne, Belgique, Hollande, Italie.

La présence du réseau "Aucun être humain n'est illégal" a permis la coordination des différentes initiatives précédant le premier rendez-vous à Rostock, à savoir la grande manifestation du samedi 2 juin. Nous nous sommes unifiés autour d'un appel contre les différentes formes de précarisation tant à l'échelle européenne que mondiale. Nous passerons la frontière allemande à l'Ouest le 26 mai 2007 pour rejoindre Cologne. Une autre marche partira de Bâle vers Frankfurt puis Rostock, suite à une semaine de mobilisation en Suisse. A l'Est une marche depuis Dresde rejoindra nos ami(e)s de Pologne. D'autres initiatives régionales en Allemagne sont planifiées comme en Thuringe.

marches-en-europe-2007@ras.eu.org



Pour nous écrire:
AC!
21ter, rue Voltaire
75011 Paris
Téléphone: 01 42 63 15 33
www.ac-chomage.org
contact@ac-chomage.org

coordonnées du collectif